

<http://philosophie.spip.ac-rouen.fr/spip.php?article309>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Philosophie
Académie de Normandie

Jürgen Habermas : " Le djihadisme, réaction moderne au déracinement "

- Publications et formation - Articles divers -

Date de mise en ligne : mardi 24 novembre 2015

Copyright © PhilosophieEspace pédagogique académique - Tous droits

réservés

Le fondamentalisme djihadiste n'est en rien une religion, souligne le philosophe allemand. Il plaide pour que la France s'interroge sur les ratés de l'intégration sociale

Le philosophe allemand Jürgen Habermas considère que la France devrait résister à la tentation du repli sur soi face à un supposé " ennemi de l'intérieur ", éviter de sacrifier les libertés démocratiques sur l'autel sécuritaire et remédier aux ratés de l'intégration sociale.

Le président François Hollande veut définir un " état de guerre " adapté à la situation. Que pensez-vous de cette discussion ? Croyez-vous plus généralement qu'une modification de la Constitution soit une réponse adaptée aux attentats du 13 novembre ?

Il me semble sensé d'adapter à la situation actuelle les deux dispositions de la Constitution française relatives à l'état d'urgence. Si cette question est désormais à l'ordre du jour, c'est parce que le président a proclamé l'état d'urgence à la suite des événements choquants de la nuit du 13 au 14 novembre, et entend le prolonger trois mois durant. Je peux difficilement juger de la nécessité de cette politique et de ses raisons. Je ne suis en rien un expert des questions de sécurité. Mais, envisagée à distance, cette décision ressemble à un acte symbolique permettant au gouvernement de réagir - vraisemblablement de la manière qui convient - au climat régnant dans le pays. En Allemagne, la rhétorique guerrière du président français, guidée semble-t-il par des considérations de politique intérieure, suscite des réserves.

Le président Hollande a aussi décidé d'accroître son niveau d'intervention en Syrie, notamment en bombardant Rakka, la " capitale " de l'Etat islamique, et en se rapprochant de la Russie. Que pensez-vous de l'interventionnisme en général ?

Il ne s'agit pas d'une décision politique inédite mais seulement de l'intensification de l'engagement de l'aviation française, qui est en action depuis déjà un certain temps. Certes, les experts se montrent d'accord pour dire qu'un phénomène aussi déconcertant que l'EI - ce mélange de " califat " n'ayant pas encore trouvé son territoire définitif et de commandos de tueurs essaimant à l'échelle du globe - ne peut être vaincu uniquement par les armes aériennes. Mais l'intervention au sol de troupes américaines et européennes n'est pas seulement irréaliste, elle serait d'une grande imprudence. Il ne sert à rien d'agir en court-circuitant les pouvoirs locaux. Obama a appris des interventions de ses prédécesseurs et de leurs échecs, et a insisté sur un point important lors du sommet du G20 qui s'est tenu en Turquie les 15 et 16 novembre. Il a souligné que des troupes étrangères ne peuvent garantir très longtemps, après leur retrait, le résultat de leurs succès militaires. Du reste, on ne peut prendre à la gorge l'EI en recourant aux seuls moyens militaires. Les experts sont d'accord sur ce point. Nous pouvons considérer ces barbares comme des ennemis, et nous devons lutter contre eux, inconditionnellement ; mais, si nous voulons vaincre cette barbarie sur le long terme, nous ne devons pas nous leurrer quant à ses raisons, qui sont complexes.

Ce n'est sans doute pas le moment, pour une nation française profondément blessée, pour une Europe bouleversée et une civilisation occidentale ébranlée, de se souvenir de l'origine de ce potentiel de conflit explosif et momentanément non maîtrisé du Proche-Orient - de l'Afghanistan et de l'Iran jusqu'à l'Arabie saoudite, l'Egypte et le Soudan. Que l'on se remémore seulement ce qui s'est passé dans cette région depuis la crise de Suez de 1956. Une politique des Etats-Unis, de l'Europe et de la Russie déterminée presque exclusivement par des intérêts géopolitiques et économiques s'est, dans cette fragile région du monde, heurtée à un héritage de l'époque coloniale à la fois artificiel et fait de déchirements ; et cette politique a tiré profit des conflits locaux sans stabiliser quoi que ce soit. Comme chacun sait, les conflits opposant les sunnites et les chiites, dont le fondamentalisme de l'EI tire aujourd'hui en premier lieu ses énergies, se sont à l'évidence déchaînés à la suite de l'intervention américaine en Irak décidée par George W. Bush, qui a bafoué les règles du droit international.

Le coup d'arrêt au processus de modernisation de ces sociétés s'explique également par certains aspects

spécifiques de la très fière culture arabe. Mais l'absence de perspective et d'espoir en l'avenir qui afflige les jeunes générations de ces pays, avides de mener une vie meilleure, avides aussi de reconnaissance, est en partie le fait de la politique occidentale. Ces jeunes générations, lorsque échouent toutes les tentatives politiques, se radicalisent afin de regagner leur amour-propre. Tel est le mécanisme de cette pathologie sociale. Une dynamique psychologique aussi désespérée, qui trouve là encore son origine dans ce défaut de reconnaissance, semble faire de petits criminels isolés, issus des populations immigrées européennes, les héros pervers de commandos de tueurs téléguidés. Les premières enquêtes journalistiques consacrées au milieu et aux itinéraires respectifs des terroristes du 13 novembre le laissent en tout cas supposer. A côté de la chaîne de causalité qui conduit en Syrie, il en existe une autre, qui attire l'attention sur les destins ratés de l'intégration dans les foyers sociaux de nos grandes villes.

Lors des attentats du 11 septembre 2001, des intellectuels, dont le philosophe Jacques Derrida et vous-même, s'étaient inquiétés du recul des libertés démocratiques que risquaient de provoquer la pression de la lutte contre le terrorisme et le recours à des notions comme la " guerre des civilisations " ou " les Etats voyous ". Le diagnostic a été vérifié par l'usage de la torture, les contrôles de la NSA, les détentions arbitraires de Guantanamo, etc. Une lutte contre le terrorisme qui maintiendrait l'espace public démocratique intact est-elle, selon vous, possible ou pensable ? Et à quelles conditions ?

Un regard rétrospectif sur le 11-Septembre ne peut que nous conduire à constater, comme nombre de nos amis américains, que la " guerre à la terreur " de George W. Bush, Dick Cheney et Donald Rumsfeld a abîmé la constitution politique et mentale de la société américaine. Le Patriot Act adopté à l'époque par le Congrès, encore en vigueur aujourd'hui, porte atteinte aux droits fondamentaux des citoyens, et touche à la substance même de la Constitution américaine. Et il est permis d'en dire autant de l'extension fatale de la notion de combattant ennemi, qui a légitimé Guantanamo et d'autres crimes, et qui n'a été écartée que par l'administration Obama.

Cette réaction irréfléchie aux attentats du 11-Septembre, qui avaient été jusqu'alors inconcevables, explique en bonne part la propagation d'une mentalité incarnée aujourd'hui par une personnalité aussi innommable que -Donald Trump, candidat aux primaires républicaines. Ce n'est en rien une réponse à votre question. Mais ne pouvons-nous pas, comme les Norvégiens en 2011, après l'effroyable attentat commis sur l'île d'Utoya - huit personnes tuées par Anders Behring Breivik - , résister au premier réflexe du repli sur soi face à l'inconnu incompréhensible et de l'agression contre l'" ennemi intérieur " ?

J'ai bon espoir que la nation française donne au monde un exemple à suivre, comme elle l'a fait après l'attentat ayant visé Charlie Hebdo. Il n'est pas besoin pour cela de riposter à un péril fictif tel que l'" asservissement " à une culture étrangère qui, soi-disant, menacerait. Le danger est bien plus tangible. La société civile doit se garder de sacrifier sur l'autel de la sécurité toutes ces vertus démocratiques d'une société ouverte que sont la liberté de l'individu, la tolérance vis-à-vis de la diversité des formes de vie et la bonne disposition à adopter la perspective d'autrui. En face d'un Front national qui se renforce, cela est plus facile à dire qu'à faire.

Mais il existe de bonnes raisons de réagir ainsi, qui ont peu à voir avec des incantations. La plus importante est évidente : le préjugé, la méfiance et le rejet de l'islam, la peur de l'islam, et la lutte préventive contre lui, doivent beaucoup à une pure et simple projection. En effet, le fondamentalisme djihadiste a certes recours dans ses manières de s'exprimer à tout un code religieux ; mais il n'est en rien une religion. Il pourrait recourir, à la place du langage religieux qu'il utilise, à n'importe quel autre langage religieux, et même à n'importe quelle idéologie promettant une justice rédemptrice. Les grands monothéismes ont des origines qui remontent très loin dans le temps. Le djihadisme, en revanche, est une forme absolument moderne de réaction à des conditions de vie caractérisées par le déracinement. Attirer l'attention, dans un but préventif, sur une intégration sociale en panne ou sur une modernisation sociale défailante, ce n'est naturellement pas exempter les auteurs de ces méfaits de leur responsabilité personnelle.

L'attitude de l'Allemagne face à l'afflux des réfugiés a surpris positivement, malgré les reculs récents. Pensez-vous que la vague terroriste risque de modifier cet état d'esprit - puisque certains islamistes radicaux ont cherché à s'infiltrer dans le flot des réfugiés ?

Jürgen Habermas : " Le djihadisme, réaction moderne au déracinement "

J'espère que non. Nous sommes tous dans le même bateau. Le terrorisme comme la crise des réfugiés constituent des défis dramatiques, peut-être ultimes, et exigent une coopération étroitement solidaire à laquelle les nations européennes ne se sont jusqu'à présent pas encore résolues, y compris dans le cadre de l'union monétaire.

Propos recueillis par Nicolas Weill